



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
ET DE L'ÉNERGIE

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*
Lorraine

METZ, le 21 mai 2014

UT DREAL 57

4, Rue François de Guise – CS 50551
57009 METZ CEDEX 1

Courriel : ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- Objet** : Société TATA STEEL FRANCE RAIL à HAYANGE.
Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité.
- Réf.** : Transmission du 24 avril 2014 de la proposition de calcul des garanties financières.
- P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire et projet de courrier à l'exploitant.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

I. Situation administrative

La Société TATA STEEL FRANCE RAIL est autorisée par arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié à exploiter sur le territoire de la commune d'HAYANGE un parc à blooms, 2 fours de réchauffage alimentés au gaz naturel, des cages de laminage, et des équipements de par-achèvement de profilés (rails), pour une production de 500 000 tonnes par an et une capacité maximale annuelle de 650 000 tonnes.

II. Garanties financières

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de HAYANGE, la société TATA STEEL FRANCE RAIL est notamment concernée au titre de la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux et alliages) et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 ;
- 20% par an du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10% par an pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation.

L'exploitant doit transmettre au Préfet pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013, au plus tard pour la société TATA STEEL FRANCE RAIL.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant à la Préfecture par courrier du 13 avril 2014.

III. Analyse de l'Inspection

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.

- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société TATA STEEL FRANCE RAIL, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 12 168 €, ce montant a été calculé en prenant en compte les valeurs établies dans le cadre des contrats ainsi que les coûts d'élimination actuellement appliqués par les filières d'élimination de l'exploitant. Celui-ci indique que les conditions de stockage des produits chimiques permettent la reprise des produits non utilisés. Ces produits seraient repris par Tata Steel et n'ont pas été pris en compte pour les garanties financières.
- Mi = 3 950 €, le site comporte une cuve à fuel enterrée de 15 m³.
- Mc = 3 885 €, le périmètre du site est entièrement grillagé, seuls les accès dans l'usine par les voies de chemin de fer seraient à supprimer par la mise en place d'un grillage aux points d'entrée des faisceaux. Le périmètre du site est évalué par l'exploitant à 3 000 m avec mise en place de 61 panneaux.
- Ms = 92 954 €, ce montant comprend la surveillance de la qualité des eaux souterraines via 2 campagnes d'analyse sur 3 piézomètres implantés sur le site ainsi que le coût du diagnostic sol (calcul selon l'arrêté du 31 mai 2012). La superficie à prendre en compte est de 13,4 ha.
- Mg = 66 122 €, le coût du gardiennage du site proposé par l'exploitant correspond à une surveillance 24h/24h pendant 6 mois. Ce coût est établi sur la base des prestations de la société de surveillance.

Quantité des déchets

Désignation usuelle	Quantité (tonne)*	Prestataire Destination	Coût ** transport (€/trajet)	Coût ** traitement (€/t)	Coût Total (€)
DIS Déchets divers souillés (absorbants, emballages souillés)	3,68	Sita Scori Est Amnéville	96.9	597,87	2297,06
Déchets spéciaux infirmerie	1 fois par mois	Sita Toul	Forfait enlèvement et incinération		27,06
Tubes Fluorescents	0,165	Sita Cedilor Clouange	73,45	2050	411,7
Piles accumulateurs	0,310 (ref 2012)	Sita Cedilor Clouange	73,45	2050	708,95
Bombes aérosols	0,25	Sita Cedilor Clouange	73,45	2039	588,20
Huiles usagées	3,4	Chimirec	0	0	0
Solvants	1,6	Chimirec	150	210	486
Mélange Huile & Graisses (LAM-PAR-OF)	3,9	Sita Scori Est Amnéville	96.9	597,87	2428,59
Pompage boues stations N&S	16	Malézieux (1 fois/mois)	N 965,25 S 985,20	0	1950,45
Boues mélangées	343,98	Malisan Sopsid	9,02 €/t (prestation mélange et transport)		0 Valorisation acier

Désignation usuelle	Quantité (tonne)*	Prestataire Destination	Coût ** transport (€/trajet)	Coût ** traitement (€/t)	Coût Total (k€)
DIB Déchets en mélange	14 ,1	SITA Flévy	112,25	132.35	1715,07
Bois	9,32	SITA Lorval Fameck	112,25	25,5	1071,67
Cartons	1,76	SITA Lorval Fameck	112,25	132.35	329,91
Futs vides	2,12	Orne& Métaux Maizières les Metz			0
Fils électriques	2,36	Orne& Métaux Maizières les Metz			0
Ferrailles diverses	13,32	Orne& Métaux Maizières les Metz			0
Bronze		Orne& Métaux Maizières les Metz			0
INOX	5,3	Orne& Métaux Maizières les Metz			0
Gravats	25,0	SITA Hergott	112,25		449,00
Calamines	512,34	Sopsid Illange		9,02	0 Valorisation acier

Le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 196 987 euros avec α : indice d'actualisation des coûts = 1.

Le taux de TVA désormais applicable depuis le 01/01/2014 est de 20% ; il est donc nécessaire de recalculer le montant.

L'indice d'actualisation des coûts a donc été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 702,4 (base novembre 2013)
- $Index_0$: indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA_0 : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Par ailleurs, l'exploitant a utilisé la méthode de calcul de l'arrêté du 31 mai 2012 pour le coût du diagnostic sol. La superficie à prendre en compte selon l'exploitant est de 13,4 ha. Le coût est déterminé de la manière suivante : 60 000 € TTC + 2 000 € TTC/hectare au-delà de 10 hectares soit 66 800 € TTC et non 86 954 € TTC (montant reprenant la totalité de la superficie).

Le montant finalement retenu pour les garanties financières après recalcul est de **183 775 euros TTC**.

Au regard de ces éléments, l'Inspection des Installations Classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

IV. Conclusions et propositions

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet de Moselle de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

L'exploitant a été consulté sur ce projet d'arrêté préfectoral et les remarques ont été intégrées dans le projet d'arrêté préfectoral. Compte tenu de l'historique des années précédentes, l'exploitant a souhaité modifier certaines valeurs proposées concernant les quantités de déchets stockées sur site. Il indique également que les modifications de ces quantités ne changent pas le calcul des garanties financières.

Cette affaire pourra être mise à l'ordre du jour d'un prochain CODERST.

Un projet d'arrêté préfectoral et un projet de courrier sont proposés en ce sens en annexe du présent rapport.

ANNEXE 1

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE société TATA STEEL FRANCE RAIL à HAYANGE

Constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement

Vu le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L.516-1, R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société CORUS RAIL à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 13 avril 2014 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 14 mai 2014 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du ;

Considérant que la société TATA STEEL FRANCE RAIL est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur la commune de HAYANGE en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé (annexe II 1^{ère} colonne), et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant pour les installations visées à la rubrique 2560 est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R.516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

ARRETE

Article 1 : Champ d'application

La société TATA STEEL FRANCE RAIL SAS (SIRET : 391 575 354 00017), sise 164 rue Maréchal Foch – BP 10166 – 57705 HAYANGE Cedex, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site industriel de HAYANGE.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé (II 1^{ère} colonne), au titre du 5° du IV de l'article R.516-2 du Code de l'Environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 183 775 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 702,4 (novembre 2013) et d'un taux de la TVA de 20%.

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer à partir du 1^{er} juillet 2014 des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014 pour les rubriques correspondantes ;
- 20% par an du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10% par an pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20% du montant initial des garanties financières est transmis au Préfet avant le 1^{er} juillet 2014.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

Les dispositions de l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Déchets dangereux :

Libellé	Quantité maximale (tonne)
Huiles usagées	8
Solvants	2
Mélange Huile/Graisses	4
Pompage boues station	16
Boues mélangées	400
Autres déchets dangereux	5

Déchets non dangereux :

Libellé	Quantité maximale (tonne)
Bois	10
Ferrailles diverses	14
Inox	5,3
Gravats	25
Calamines	600
Autres déchets non dangereux	20

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'Inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 5 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 6 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 : Articles d'exécution

PROJET DE COURRIER

Le Préfet

à

Monsieur le Directeur
TATA STEEL FRANCE RAIL SAS
164 rue Maréchal Foch
57700 HAYANGE

Monsieur le Directeur,

Du fait de vos activités, vous êtes concerné par les dispositions des articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement, relatives à la constitution de garanties financières pour assurer la mise en sécurité du site en cas de défaillance de l'exploitant pour votre site industriel de Hayange.

Par courrier du 13 avril 2014, vous m'avez fait parvenir un calcul de montant de garanties financières portant sur les activités exercées dans votre établissement.

Vous avez proposé un montant pour les garanties financières, calcul réalisé sur la base des conditions d'exploitation actuelles, de 196 987 euros. Après examen de votre dossier et tenant compte de l'indice TP01 et de la TVA actuellement en vigueur, le montant des garanties financières nécessaires pour mettre votre site en sécurité a été fixé à 183 775 euros TTC.

Je vous rappelle toutefois que votre établissement demeure soumis aux dispositions des articles R.516-1 et suivants et qu'à ce titre :

- tout changement d'exploitant de votre site est soumis à autorisation préfectorale,
- il vous appartient de maintenir les déchets entreposés sur votre site en deçà des quantités maximales présentées dans votre proposition de calcul des garanties financières et qui seront reprises dans un arrêté préfectoral,
- vous demeurez dans l'obligation de me transmettre une mise à jour de ce montant en cas de modification de vos installations,
- vous devez transmettre pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.